

Budget du Ministère des Affaires étrangères – Intervention du Ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé au Sénat

Alain Juppé

Quai d'Orsay, 8 décembre 1994

BUDGET DU MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES – INTERVENTION DU MIN-
ISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, M.
ALAIN JUPPE AU SENAT (Paris, 8 décembre
1994)

Rwanda

L'action que nous menons dans ce cadre ne suffit pas, bien entendu, à nous dispenser d'assumer, pour notre propre part, des responsabilités plus générales et plus mondiales. Il en va ainsi de l'Afrique, comme nous avons pu le mesurer une nouvelle fois l'été dernier face à la tragédie rwandaise. L'inaction des grandes puissances nous a conduits à assumer les risques de l'opération Turquoise dans le strict respect du cadre défini par le Conseil de sécurité et avec le concours de plusieurs de nos partenaires africains. Chacun reconnaît à présent que l'action de la France a été exemplaire, qu'elle a rétabli les conditions minimales pour le retour à la paix civile au Rwanda et qu'elle a permis surtout d'épargner des milliers de vies. Encore faut-il que de nouvelles mesures soient décidées à présent, impliquant à la fois les autorités rwandaises, celles des pays voisins, et la communauté internationale dans son ensemble. Nous plaidons à ce titre pour la tenue d'une conférence régionale, sérieusement préparée, destinée en premier lieu à permettre le retour au Rwanda des deux millions de réfugiés qui sont actuellement concentrés dans les camps au Zaïre et au Burundi.

Prévention des conflits en Afrique – démocratie et développement

Au-delà, l'expérience de la tragédie rwandaise amène à soulever la question de la diplomatie préventive et de la prévention des crises en Afrique. Cette

question vous le savez, a fait l'objet d'une discussion approfondie lors du sommet de Biarritz. Chacun reconnaît la nécessité d'améliorer les mécanismes existants au sein de l'Organisation de l'unité africaine. La constitution d'une force interafricaine, capable d'intervenir dans l'urgence, fait l'objet de plusieurs interrogations : comment encadrer de telles interventions, comment aider à la mise en œuvre d'une force dotée d'une réelle efficacité opérationnelle. Il faut se poser toutes ces questions et tenter de les résoudre. C'est ce à quoi nous travaillons avec nos partenaires européens et nos amis africains. La prévention des crises en Afrique passe également par les progrès de la démocratie et par la relance du développement. Ces questions ont été naturellement traitées en profondeur lors du sommet de Biarritz. Contrairement à une idée reçue, largement propagée par une partie de la presse internationale, les progrès de la démocratie sur le continent africain sont incontestables, comme le démontre la généralisation du multipartisme et le grand nombre d'élections qui se sont tenues au cours des années et des mois passés. La France continue à apporter son concours déterminé à ces processus électoraux et démocratiques.

Situation économique de l'Afrique – dévaluation du franc CFA

La situation économique du continent africain figurait également à notre ordre du jour. L'année 1994 a en effet été marquée par la dévaluation du franc CFA, qui a permis à l'Afrique francophone de renouer avec les institutions financières internationales. Inéluctable, cette décision était difficile à prendre en raison de son coût social prévisible. C'est pourquoi la France a pris de très importantes mesures d'aide, afin

de limiter ses effets sur le niveau de vie des populations. Le bilan de la dévaluation près d'un an après, peut déjà être apprécié assez positivement : redémarrage des économies, la compétitivité retrouvée des entreprises, la reprise des projets de développement. Il reste que l'amélioration de la situation de ces pays ne saurait être obtenue en l'absence d'une mobilisation accrue de la communauté internationale. C'est le discours que nous tenons à nos partenaires industrialisés. C'est l'exemple que nous leur donnons, puisque la France est désormais le pays qui se rapproche le plus du fameux objectif de 0,7 % du PNB que doit atteindre l'aide bilatérale aux pays en développement. Chine D'autres régions du monde – l'Asie, l'Amérique latine – connaissent aujourd'hui une véritable explosion économique et une stabilité politique qui contrastent avec la situation de l'Afrique. La France y avait perdu ces dernières années, me semble-t-il, un peu de l'influence qui était traditionnellement la sienne. Nous nous sommes efforcés d'y retrouver toute notre place.